

Interprétation des art. 2.3. et 2.4. du contrat de garantie de qualité

Dans le cadre du contrôle de la garantie de la qualité, la CPC a constaté à plusieurs reprises que le devoir de surveillance selon les articles 2.3. et 2.4. du contrat de garantie de qualité n'a pas été respecté. Les dispositions contractuelles sont les suivantes:

"2.3 Les audioprothésistes en formation peuvent seulement exécuter des travaux d'adaptation s'ils sont au moins à 80% surveillés par un spécialiste selon l'article 2.1 ou 2.2. La durée de formation est limitée à 5 ans.

2.4

Les audioprothésistes titulaires d'un certificat de capacité qui n'ont pas passé la partie pratique de l'examen conduisant au brevet fédéral peuvent seulement exécuter des travaux d'adaptation s'ils sont surveillés au moins à 80% par un spécialiste selon l'article 2.1 ou 2.2 qui travaille dans le même magasin (filiale). "

Les articles mentionnés provoquaient pour les audioprothésistes soit des problèmes d'interprétations, soit des pratiques abusives. En raison de ces problèmes, la CPC tient à en préciser le contexte. Les audioprothésistes en formation et les audioprothésistes titulaires d'un certificat de capacité qui n'ont pas passé la partie pratique de l'examen, ne nécessitent pas seulement une surveillance à 80% pour les travaux d'adaptation, mais pour l'ensemble de leurs activités dans le magasin. Cette précision n'est pas une modification du contrat de garantie de qualité en vigueur, mais une mise au point des articles originaux.